

Israël

Une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe

Oded Yinon

DANS **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE** 2007/2 (N°61), PAGES 149 À 164
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1148-2664

ISBN 2296018114

DOI 10.3917/come.061.0149

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2007-2-page-149.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Oded Yinon

Journaliste et ancien fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères

Israël

Une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe

À l'automne 1982, soit quelques mois après l'invasion israélienne du Liban, la *Revue d'Etudes Palestiniennes* avait publié un article d'Oded Yinon, intitulé : « Stratégie pour Israël dans les années 80 », qui lui avait été adressé, avec une courte préface, par le regretté professeur Israël Shahak, ancien président de la Ligue israélienne des droits de l'homme.

Nous le republions, avec l'accord de nos amis de la REP, car nous le jugeons toujours d'actualité en ce qui concerne la situation du Moyen-Orient (et cela, même s'il commence par des considérations sur l'URSS et ses visées expansionnistes, totalement démenties par les faits ultérieurs).

Dans sa préface, Israël Shahak avait attiré l'attention des lecteurs sur la proximité entre cette « stratégie pour Israël » et la pensée néo-conservatrice américaine, la même qui présidera à la politique étrangère des Etats-Unis depuis l'accession de George W. Bush au pouvoir. L'éclatement de l'Irak, les tensions communautaires dans la plupart des pays arabes, l'annexion aussi de Jérusalem et d'une bonne partie de la Cisjordanie dotent l'article d'Oded Yinon, vingt-cinq ans après sa publication, d'une funeste actualité.

Confluences Méditerranée, avril 2007

L'article qui suit, d'Oded Yinon présente, me semble-t-il, de façon exacte et détaillée, le projet qui est celui du régime sioniste actuel – le régime de Sharon et Eitan – concernant le Moyen-Orient, à savoir la division de la région en petits Etats, et le démantèlement de tous les Etats arabes. Je voudrais, en guise de préambule, attirer l'attention du lecteur sur quelques points :

1. *L'idée que tous les Etats arabes doivent être fragmentés en petites unités, par l'oeuvre d'Israël, est une idée récurrente dans la pensée stratégique israélienne.*

2. *On perçoit très clairement le lien étroit qui existe entre ce projet et la pensée néo-conservatrice américaine, particulièrement dans les notes de l'auteur pour son propre article. Mais, en dépit d'une référence de pure forme à la « défense de l'Occident » face au pouvoir soviétique, l'objectif réel de l'auteur, et du régime israélien actuel, est bien clair : faire d'un Israël impérialiste une puissance mondiale. En d'autres termes, Sharon se propose de tromper les Américains après avoir joué le monde entier.*

3. *Très évidemment, bien des faits, dans les notes comme dans le texte même, sont falsifiés ou omis, comme par exemple l'aide financière des Etats-Unis à Israël. D'autres prétendus faits sont de pures inventions. Mais il ne faudrait pas pour autant regarder ce projet comme dénué de toute portée pratique, ou irréalisable, au moins à court terme. Le projet reproduit fidèlement les théories « géopolitiques » qui avaient cours en Allemagne dans les années 1890-1933, qui furent adoptées telles quelles par Hitler et le nazisme, et qui guidèrent leur politique en Europe de l'Est. Les objectifs fixés par ces théories, en particulier le démantèlement des Etats existants, reçurent un début de réalisation de 1939 à 1941, et seule une coalition à l'échelle mondiale en empêcha l'application à long terme,*

Les notes sont de l'auteur de l'article. J'ai cependant souligné (italiques) certains passages de ce texte.

Israël Shahak, 13 juin 1982

En ce début des années 1980, Israël a besoin de trouver des perspectives nouvelles, de redéfinir sa place dans le monde, de se fixer des objectifs à l'intérieur comme à l'extérieur. Besoin devenu plus urgent en fonction des mutations cruciales subies par le pays lui-même par cette région du globe, par le monde tout entier.

Nous sommes à l'aube d'une ère nouvelle de l'histoire de l'humanité, une ère qualitativement différente des précédentes, de caractère totalement nouveau. C'est pourquoi il est essentiel de comprendre les mutations qui caractérisent cette période historique ; et c'est pourquoi aussi il faut définir une conception du monde et une stratégie concrète en fonction des conditions nouvelles. L'existence, la prospérité, la stabilité de l'Etat Juif dépendront de sa capacité de donner un cadre nouveau ses affaires intérieures et extérieures.

On voit déjà apparaître les traits qui caractériseront notre époque, et qui marquent une véritable révolution dans notre mode de vie. La mutation majeure est l'effondrement de l'humanisme, du rationalisme, qui fut le fondement même de la civilisation occidentale depuis la Renaissance. Les théories politiques, sociales, économiques fondées sur cette philosophie se réclamaient de certaines « vérités » qui maintenant disparaissent. Par exemple, l'idée que l'homme, en tant qu'individu, est le centre de l'univers, et que cet univers n'existe que pour répondre à ses besoins matériels fondamentaux. Cette idée se heurte en effet à la constatation que les ressources mondiales sont insuffisantes pour subvenir aux besoins de l'homme, à ses besoins économiques et démographiques. Dans un monde qui compte quatre milliards d'êtres humains, et des ressources économiques et énergétiques dont la croissance ne suit pas celle des besoins des hommes, il ne serait guère réaliste de prétendre perpétuer l'idéal social occidental¹ c'est-à-dire un désir de consommation illimitée. L'idée que l'éthique n'a aucun rôle à jouer dans la détermination du comportement humain, qui ne dépend que de ses besoins matériels, cette idée n'a plus cours dans un monde où pratiquement toutes les valeurs disparaissent. Nous n'avons plus de repère pour les choses les plus simples, et en particulier pour tout ce qui nous renvoie à cette simple question ; qu'est-ce qui est bien, qu'est-ce qui est mal ?

L'idée que les aspirations et les capacités humaines sont sans limites pâlit devant les tristes réalités de la vie, lorsque nous voyons l'ordre du monde se faire désordre autour de nous. Les garanties de liberté deviennent dérisoires dans un monde où les trois quarts des hommes vivent sous des régimes totalitaires. Le socialisme, le communisme ont tourné en parodie les idées d'égalité et de justice sociale. Aucun débat n'a tenté d'examiner la vérité de ces deux idées mais il est certain au moins qu'elles n'ont pas été mises en pratique et que la majorité des

hommes ont perdu la liberté et toute chance d'égalité et de justice. Dans l'ère atomique qui est la nôtre, et dans laquelle nous vivons encore relativement en paix depuis trente ans, le principe de paix entre les nations, de coexistence, n'a pas de sens face à la doctrine politico-militaire professée par une superpuissance telle que l'URSS, doctrine qui non seulement professe qu'une guerre nucléaire est possible et nécessaire aux objectifs du marxisme, mais prévoit également que l'issue d'une telle guerre peut admettre un vainqueur et une survie².

Les concepts sur lesquels reposait la société, et notamment l'occidentale, subissent actuellement une mutation sous la pression des transformations politiques, militaires et économiques. La puissance militaire de l'URSS, tant conventionnelle que nucléaire, a fait de la période historique qui s'ouvre maintenant un ultime moment de répit avant le cataclysme qui détruira une grande partie de notre monde, guerre universelle multi-dimensionnelle auprès de laquelle les guerres du passé apparaîtront comme simples jeux d'enfants. La puissance des armes, conventionnelles ou nucléaires, leur quantité, leur précision, leur qualité, vont bouleverser notre monde, le faire littéralement exploser en l'espace de quelques années, et nous devons nous aussi, en Israël, nous préparer à affronter ce bouleversement. C'est là la formidable menace contre notre existence et celle du reste du monde occidental³. La lutte pour s'assurer les ressources de la planète, non pas seulement le monopole arabe du pétrole, mais également la nécessité pour l'Occident d'importer du Tiers Monde la plus grande partie de ses matières premières, sont à l'origine de la transformation du monde que nous connaissons actuellement. Le monde occidental découvre que l'URSS s'est donné pour but de le vaincre en s'assurant le contrôle des gigantesques ressources du Golfe Persique, du sud de l'Afrique, réserve mondiale de minerais essentiels. Nous pouvons imaginer à quelle échelle se produira le conflit qui se prépare dans l'avenir.

La doctrine Gorchkov réclame pour l'Union soviétique le contrôle des océans et des zones du Tiers Monde riches en minerais. Si l'on rapproche la doctrine Gorchkov de la doctrine nucléaire soviétique actuelle – une guerre nucléaire n'est pas la fin du monde mais celle de la puissance militaire occidentale, et la condition de la victoire du marxisme-léninisme –, on comprendra que là résident les principales menaces pour la paix du monde et pour notre existence. Depuis 1967, les Soviétiques ont adapté ainsi la théorie de Clausewitz « La guerre est

le prolongement de la politique, en termes nucléaires » ; ils en ont fait le principe qui guide toute leur stratégie politique. Dès à présent, ils poursuivent la réalisation de leurs objectifs au Moyen-Orient et dans le monde entier. S'y opposer, telle est l'urgence prioritaire pour notre sécurité et naturellement pour celle du monde libre tout entier. Tel est pour nous le premier des périls extérieurs⁴.

Le monde arabe islamique n'est pas, on le voit, l'élément majeur dans nos problèmes stratégiques des années 1980, bien qu'il constitue la première menace immédiate contre Israël, en raison de sa puissance militaire croissante. Ce monde islamique, avec ses minorités ethniques, ses divisions, ses crises internes qui le rongent (voir le Liban, l'Iran non arabe, et maintenant la Syrie), est incapable de résoudre ses problèmes fondamentaux et par conséquent ne peut être une véritable menace pour Israël à long terme ; il l'est cependant à court terme, en raison de sa puissance militaire. A long terme, le Moyen-Orient ne pourra pas survivre dans ses structures actuelles, sans passer par des transformations révolutionnaires. Le monde arabe islamique n'est qu'un château de cartes construit par des puissances étrangères – la France et la Grande-Bretagne dans les années 1920 – au mépris des aspirations des autochtones. Cette région a été arbitrairement divisée en 19 Etats, tous composés de groupes ethniques différents, de minorités, hostiles les uns aux autres, si bien que chacun des Etats arabes islamiques d'aujourd'hui se trouve menacé de l'intérieur en raison de dissensions ethniques et sociales, et que dans certains d'entre eux, la guerre civile est déjà à l'oeuvre⁵. La plupart des Arabes, 118 millions sur 170, vivent en Afrique ; 45 millions d'entre eux vivent en Egypte. Hors de l'Egypte, les Etats du Maghreb sont peuplés d'Arabes et de Berbères. En Algérie, une guerre civile oppose déjà les deux ethnies dans les montagnes de Kabylie ; le Maroc et l'Algérie, qui sont en guerre pour la possession du Sahara anciennement espagnol, connaissent également des conflits internes. L'Islam militant menace l'intégrité de la Tunisie, et Kadhafi fomenté des guerres ruineuses pour les Arabes eux-mêmes alors que son propre pays faiblement peuplé ne peut devenir une nation puissante. C'est pourquoi il a tenté à plusieurs reprises la fusion de son pays avec des Etats plus solides, comme l'Egypte et la Syrie. Le Soudan, le plus violemment écartelé des pays arabes islamiques actuels, comprend quatre groupes opposés les uns aux autres : une minorité arabe sunnite, qui domine une majorité d'Africains non arabes, d'animistes et de

chrétiens. En Egypte, on trouve une majorité musulmane sunnite face à une forte minorité chrétienne – groupe de 7 millions d'âmes, majoritaire en Haute Egypte, qui pourraient bien, comme Sadate en exprimait la crainte dans son discours du 8 mai, réclamer un Etat qui leur soit propre, une sorte de « second Liban chrétien » en Egypte. Tous les Etats arabes à l'est d'Israël sont déchirés, en proie à des conflits internes, plus encore que les Etats du Maghreb. La Syrie ne diffère en rien du Liban si ce n'est par son régime militaire fort. Mais elle est le théâtre d'une véritable guerre civile entre la majorité de la population sunnite et la minorité alaouite chiite – 12 % à peine de la population – qui détient le pouvoir : on voit que les causes de conflit sont sérieuses.

L'Irak, de son côté, ne diffère guère de ses voisins, bien que là, la majorité soit chiite et la minorité gouvernante, sunnite. En Irak, 65 % de la population n'a aucune part aux décisions politiques ; le pouvoir est aux mains d'une classe gouvernante représentant 20 % de la population, plus une forte minorité kurde dans le nord du pays. N'étaient son régime fort, son armée et sa richesse pétrolière, le sort de ce pays serait analogue à celui du Liban hier, de la Syrie aujourd'hui. Les germes de dissensions internes et de guerre civile apparaissent déjà, surtout depuis la prise du pouvoir en Iran par Khomeiny, en qui les chiites voient leur chef naturel. Tous les pays du Golfe et l'Arabie Saoudite sont construits sur du sable qui ne contient que du pétrole. Au Koweït, les Koweïtiens ne constituent qu'un quart de la population, au Bahreïn, les chiites sont la majorité, mais privés de pouvoir. Dans les Emirats Arabes Unis, les chiites constituent la majorité mais les sunnites détiennent le pouvoir. Il en est de même à Oman, au Nord-Yémen, et même au Sud-Yémen marxiste, où l'on trouve une minorité chiite substantielle. En Arabie Saoudite, la moitié de la population est étrangère – égyptienne, yéménite – et c'est une minorité saoudite qui détient le pouvoir. La Jordanie est en réalité palestinienne, dirigée par une minorité bédouine transjordanienne, mais l'armée dans sa majorité, et la bureaucratie, sont palestiniennes. En fait, Amman est une ville aussi palestinienne que Naplouse. Tous ces pays ont des armées puissantes. Mais là aussi, tout n'est pas simple. L'armée syrienne aujourd'hui est principalement sunnite, mais dirigée par un corps d'officiers alaouites ; l'armée irakienne est chiite et ses chefs sont sunnites. Cet état de fait prendra une grande importance à long terme, car le loyalisme de l'armée ne tiendra pas longtemps, le seul dénominateur commun étant

l'hostilité envers Israël, et même ce facteur s'avère aujourd'hui insuffisant⁶.

Comme nous venons de le voir, les Arabes sont divisés. Les autres Etats musulmans connaissent une situation analogue. L'Iran est composé pour moitié d'une population de langue persane et pour moitié d'un groupe ethnique turc. La Turquie comprend 50 % de population turque musulmane sunnite, d'origine et de langue ; l'autre moitié de la population est formée de deux importantes minorités : 12 millions de chiïtes alaouites et 6 millions de Kurdes sunnites. En Afghanistan, 5 millions de chiïtes forment un tiers de la population. Au Pakistan, 15 millions de chiïtes mettent en péril l'existence de cet Etat⁷. Dans ce monde gigantesque et déchiré vivent de rares groupes de personnes riches à côté d'immenses foules misérables. Les Arabes, pour la plupart, ont un revenu moyen annuel de 300 dollars. Telle est la situation en Egypte et au Maghreb. Le Liban est déchiré et en état de déroute économique ; il n'a plus de pouvoir central mais seulement des autorités de fait, au nombre de cinq : au nord les chrétiens, appuyés par les Syriens et sous la domination du clan Franjeh ; à l'est, une région sous occupation syrienne ; au centre, une enclave contrôlée par les phalanges chrétiennes ; au sud, jusqu'au Litani, une région en majorité palestinienne et dominée par l'OLP ; et adossé à la frontière israélienne l'Etat du commandant Haddad constitué de chrétiens et d'un demi-million de chiïtes. La Syrie est dans une situation plus grave encore, et même sa future union avec la Libye ne suffira pas à résoudre ses problèmes fondamentaux de survie et d'entretien d'une armée importante. Quant à l'Egypte des millions de personnes souffrant de famine endémique, la moitié d'entre elles sans emploi et sans logement, dans la région la plus surpeuplée du monde. A part l'armée, rien ne fonctionne ; l'Etat est en faillite chronique et dépend entièrement de l'aide américaine depuis la conclusion de la paix⁸.

Les Etats du Golfe, l'Arabie Saoudite, la Libye et l'Egypte sont les pays du monde les plus riches en pétrole et en capitaux, mais ces richesses sont aux mains de groupes très restreints qui ne peuvent s'appuyer sur aucune base populaire ; de plus aucune armée ne garantit à ces régimes un soutien suffisant. L'armée saoudienne, malgré tout son équipement, est impuissante à défendre le régime contre des menaces internes ou extérieures – les événements de La Mecque en 1980 en sont un exemple. Telle est la triste situation de fait, la situation troublée des

pays qui entourent Israël⁹. C'est une situation lourde de menaces, de dangers, *mais aussi riche de possibilités, pour la première fois depuis 1967*. Les chances qui n'ont pas été saisies alors peuvent se présenter de nouveau, plus accessibles, dans les années 80, dans des circonstances et avec une ampleur que nous ne pouvons même pas imaginer aujourd'hui.

La politique de « paix », la restitution des territoires, sous la pression des Etats-Unis, excluent cette chance nouvelle qui s'offre à nous. Depuis 1967, les gouvernements successifs d'Israël ont subordonné nos objectifs nationaux à d'étroites urgences politiques, à une politique intérieure stérilisante qui nous liait les mains aussi bien chez nous qu'à l'étranger. Nous n'avons pas su élaborer un plan concernant la population arabe des territoires acquis dans une guerre qui nous avait été imposée : c'est là la grande erreur stratégique d'Israël au lendemain de la Guerre des Six jours. Nous aurions pu nous épargner le dur et dangereux conflit que nous connaissons depuis lors si nous avions donné la Cisjordanie aux Palestiniens qui habitent la rive ouest du Jourdain. Nous aurions de la sorte désamorcé le problème palestinien actuel ; au lieu de cela, nous avons imaginé des solutions qui ne sont pas viables, comme le compromis territorial, ou l'autonomie, ce qui revient au même d'ailleurs¹⁰. Mais aujourd'hui s'ouvrent à nous d'immenses possibilités de renverser totalement la situation, et c'est ce que nous devons accomplir dans la prochaine décennie, sous peine de disparaître en tant qu'Etat.

Dans les années 1980, l'État d'Israël va devoir opérer une mutation radicale de son régime politique et économique ainsi que de sa politique extérieure, pour répondre aux données nouvelles au Moyen-Orient et dans le monde entier. La perte des gisements de pétrole de Suez, ajoutée à celle de l'immense potentiel en pétrole, gaz et ressources naturelles du Sinaï – égal à celui des plus riches producteurs de pétrole de la région – constitue pour nous, dans un avenir proche, un déficit énergétique qui va détruire notre économie nationale. Un quart de notre Produit national brut actuel, soit un tiers de notre budget est aujourd'hui consacré à l'achat de pétrole¹¹. La recherche de nouveaux gisements dans le Néguev et sur la côte ne va pas modifier cet état de fait dans un proche avenir.

Il est donc d'importance vitale pour nous de regagner le Sinaï, avec ses ressources, exploitées et potentielles : *c'est pour nous un objectif poli-*

tique prioritaire, que les accords de Camp David et les accords de paix nous empêchent de poursuivre. La faute en incombe au gouvernement israélien actuel et aux gouvernements qui ont ouvert la voie à la politique de compromis sur les territoires : les gouvernements de coalition qui se sont succédé depuis 1967. Après la restitution du Sinaï, les Egyptiens ne seront plus obligés de respecter le traité de paix, et ils s'efforceront de rejoindre le camp arabe et l'alliance soviétique, afin de s'assurer appui politique et assistance militaire. L'aide américaine n'est assurée qu'à court terme, pour la période de paix fixée par les accords ; et l'affaiblissement des Etats Unis, à l'intérieur comme à l'extérieur, entraînera nécessairement l'affaiblissement de leur assistance, sans pétrole, sans les revenus dérivés du pétrole, compte tenu des dépenses actuelles énormes, nous ne pourrons pas maintenir les conditions présentes en 1982, *et nous serons contraints d'agir de façon à rétablir, dans le Sinaï; la situation antérieure à la visite de Sadate et au traité de paix malencontreux signé avec lui en mars 1979*¹².

Pour atteindre ce but, Israël dispose essentiellement de deux moyens, l'un direct, l'autre indirect. Le moyen direct est le moins réaliste des deux en raison de la nature du régime israélien, de son gouvernement, de la sagacité de Sadate qui obtint notre retrait du Sinaï, sa plus grande réussite après la guerre de 1973. Israël ne prendra pas l'initiative de rompre le traité, ni aujourd'hui, ni en 1982, à moins d'y être acculé économiquement et politiquement, et que *l'Egypte fournisse à Israël un prétexte* pour reprendre le Sinaï pour la quatrième fois dans notre courte histoire. Il reste donc la voie indirecte. Une situation économique égyptienne, le caractère du régime, sa politique pan-arabe vont créer une situation telle qu'après avril 1982, Israël va se trouver contraint d'agir, directement ou indirectement *pour reprendre le Sinaï en tant que réserve stratégique, économique et énergétique à long terme.* En raison de ses conflits internes, l'Egypte ne représente pas un problème stratégique d'un point de vue militaire, et elle pourrait être aisément réduite à sa situation d'après la guerre de juin 1967¹³.

Le mythe de l'Egypte, homme fort du monde arabe, ébranlé en 1956, n'a pas survécu à 1967 ; mais notre politique et la restitution du Sinaï, ont fait du mythe un « fait ». Mais sur le plan réel, la puissance égyptienne, comparée à celle d'Israël seul, et à celle du monde arabe, a diminué de 50 % depuis 1967. L'Egypte n'est plus la première puissance politique du monde arabe, et elle est à la veille d'une crise éco-

nomique. Sans aide extérieure, la crise va se produire incessamment¹⁴. A court terme, grâce à la restitution du Sinaï, l'Égypte va marquer quelques points, mais seulement jusqu'en 1982 ; et cela ne modifiera pas à son avantage le rapport de forces mais pourrait même entraîner sa ruine. L'Égypte, dans sa configuration intérieure actuelle, est déjà moribonde, et plus encore si nous prenons en compte la rupture entre chrétiens et musulmans, qui va croissant. *Démanteler l'Égypte, amener sa décomposition en unités géographiques séparées : tel est l'objectif politique d'Israël sur son front occidental, dans les années 1980*, L'Égypte est effectivement déchirée ; l'autorité n'y est pas une mais multiple. Si l'Égypte se désagrège, des pays tels que la Libye, le Soudan, et même des États plus éloignés ne pourront pas survivre sous leur forme actuelle, et *accompagneront l'Égypte dans sa chute et sa dissolution. On aura alors un État chrétien copte en Haute Égypte, et un certain nombre d'États faibles, au pouvoir très circonscrit, au lieu du gouvernement centralisé actuel ; c'est le développement historique logique et inévitable à long terme, retardé seulement par l'accord de paix de 1979*¹⁵.

Le front ouest, qui à première vue semble poser plus de problèmes, est en fait plus simple que le front est, théâtre récent des événements les plus retentissants. *La décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris l'Égypte, la Syrie, l'Irak et toute la péninsule arabe ; au Liban, c'est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front est ; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces États. La Syrie va se diviser en plusieurs États, suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un État alaouite chiïte ; la région d'Alep, un État sunnite ; à Damas, un autre État sunnite hostile à son voisin du nord ; les Druzes constitueront leur propre État, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Haourân et en Jordanie du Nord. Cet État garantira la paix et la sécurité dans la région, à long terme ; c'est un objectif qui est dès à présent à notre portée*¹⁶.

L'Irak, pays à la fois riche en pétrole, et en proie à de graves dissensions internes, *est un terrain de choix pour l'action d'Israël*. Le démantèlement de ce pays nous importe plus encore que celui de la Syrie. L'Irak est plus fort que la Syrie ; à court terme, le pouvoir irakien est celui qui menace le plus la sécurité d'Israël. Une guerre entre l'Irak et

la Syrie ou entre l'Irak et l'Iran désintégrera l'Etat irakien avant même qu'il ne puisse se préparer à une lutte contre nous. *Tout conflit à l'intérieur du monde arabe nous est bénéfique à court terme, et précipite le moment où l'Irak se divisera en fonction de ses communautés religieuses, comme la Syrie et le Liban.* En Irak, une distribution en provinces, selon les ethnies et les religions, peut se faire de la même manière qu'en Syrie du temps de la domination ottomane. Trois Etats – ou davantage – se constitueront autour des trois villes principales : Bassorah, Bagdad et Mossoul ; et les régions chiïtes du sud se sépareront des sunnites et des Kurdes du nord. L'actuel conflit irano-irakien peut radicaliser cette polarisation¹⁷.

La péninsule arabe tout entière est menacée de désintégration sous les pressions extérieures et intérieures. Ce processus est particulièrement inévitable en Arabie Saoudite, soit qu'elle conserve sa puissance économique fondée sur le pétrole, soit que celle-ci aille décroissant. La structure politique actuelle du pays annonce des luttes internes et la désintégration finale¹⁸.

La Jordanie, elle, est un objectif stratégique à court terme. En effet, une fois terminé le trop long règne du roi Hussein, remplacé par un pouvoir palestinien, le pays *se désintégrera naturellement* et ne constituera plus une menace pour l'avenir d'Israël.

La Jordanie ne peut plus survivre longtemps dans sa structure actuelle, et la tactique l'Israël, soit militaire, soit diplomatique, doit viser à liquider le régime jordanien et à transférer le pouvoir à la majorité palestinienne. Ce changement de régime en Jordanie *résoudra le problème des territoires cisjordanien à forte population arabe ; par la guerre ou par les coalitions de paix, il devra y avoir déportation des populations de ces territoires, et un strict contrôle économique et démographique – seuls garants d'une complète transformation de la Cisjordanie comme de la Transjordanie. A nous de tout faire pour accélérer ce processus et le faire aboutir dans un proche avenir.* Il faut rejeter le plan d'autonomie et toute proposition de compromis, de partage des territoires ; étant donné les projets de l'OLP et des Arabes israéliens eux-mêmes¹⁹ (voir le plan de Shefar'am), *il n'est plus possible de laisser se perpétuer ici la situation actuelle sans séparer les deux nations : les Arabes en Jordanie et les Juifs en Cisjordanie.* Il n'y aura de véritable coexistence pacifique dans ce pays que lorsque les Arabes auront compris qu'ils ne connaîtront ni existence ni sécurité qu'une fois établie la domination juive

depuis le Jourdain jusqu'à la mer. Ils n'auront une nation propre et la sécurité qu'en Jordanie¹⁹.

En ce qui concerne Israël, la distinction entre les régions acquises en 1967 et les territoires qui les prolongent, ou les zones acquises en 1948, n'a jamais eu aucun sens pour les Arabes, et s'est maintenant effacée pour nous aussi. Il faut voir le problème dans son ensemble, sur la base de la situation depuis 1967. Quelle que soit la situation politique, ou la situation militaire dans l'avenir, il faut qu'il soit clair que *le problème des Arabes autochtones ne recevra de solution* que lorsqu'ils reconnaîtront que la présence d'Israël dans les zones de sécurité jusqu'au Jourdain et au-delà constitue pour nous une nécessité vitale, dans l'ère nucléaire que nous allons vivre maintenant. Nous ne pouvons plus vivre avec trois quarts de la population juive concentrée dans une zone côtière, particulièrement vulnérable à l'âge nucléaire.

Il faut désormais disperser les populations, c'est un impératif stratégique. Faute de cela, nous ne pouvons survivre, quelles que soient les frontières. La Judée, la Samarie, la Galilée sont nos seules garanties d'existence nationale ; et si nous ne nous implantons pas de façon à être majoritaires dans les zones montagneuses, nous ne gouvernerons pas le pays ; nous y vivrons comme les croisés, qui perdirent ce pays – un pays qui d'ailleurs n'était pas le leur, dans lequel ils étaient des étrangers. Notre but premier, le plus essentiel aujourd'hui, est de rééquilibrer le pays sous le triple aspect démographique, stratégique, économique. Il faut coloniser tout le versant de la montagne qui s'étend depuis Birshéba jusqu'en Haute Galilée ; c'est un objectif essentiel de notre stratégie nationale : coloniser la montagne *qui jusqu'à présent est vide de Juifs*²⁰.

La réalisation de nos objectifs sur le front est dépend de la réalisation de cette stratégie intérieure. Et seule la transformation de notre structure politique et économique constitue la clé d'une mutation complète qui nous permettra de mettre en oeuvre la stratégie en question. Nous devons passer d'une économie centralisée dans laquelle le gouvernement est trop étroitement impliqué, à une économie de marché, ouverte et libre. En même temps, nous devons nous affranchir de notre dépendance à l'égard du contribuable américain, et développer une véritable infrastructure économique, productive, qui ne doive rien qu'à nous-mêmes. Si nous ne nous montrons pas capables d'opérer cette mutation par notre seule volonté, notre seule libre entreprise, alors les

forces économiques, politiques, énergétiques à l'oeuvre dans le monde, et notre propre isolement, nous y contraindront²¹. D'un point de vue militaire, stratégique, le monde occidental dominé par les Etats Unis est incapable de résister aux pressions exercées par l'URSS dans le monde ; Israël ne doit donc compter que sur ses propres forces dans les années 80, sans aide extérieure, militaire ou économique ; *cela, nous en sommes capables aujourd'hui, sans compromis*²². Une rapide évolution du monde entraînera aussi une transformation de la condition des Juifs dans le monde ; Israël ne sera plus pour eux un dernier recours mais le seul choix de survie possible. Nous ne pouvons pas tabler sur le fait que les communautés juives américaines, européennes, d'Amérique latine survivront sous leur forme actuelle²³.

Nous continuerons de vivre dans ce pays, aucune puissance au monde ne peut nous chasser, ni par la force ni par la ruse (méthode de Sadate). En dépit des difficultés créées par un traité de paix mal inspiré et le problème des Arabes israéliens et de ceux des territoires nous devons pouvoir résoudre toutes ces questions dans un avenir d'ores et déjà prévisibles. ■

Notes

1. *American Universities Field Staff*. Rapport n° 33, 1979. Selon cette recherche, la population mondiale sera de six milliards en l'an 2000. La population mondiale se décompose aujourd'hui comme suit : Chine, 958 millions ; Inde, 635 millions ; URSS, 26 ; Etats Unis, 218 ; Indonésie, 140 ; Brésil et Japon, 110 chacun. Selon d'autres chiffres fournis par le Fonds des Nations Unies pour la Population, 1980, il y aura en l'an 2000, cinquante villes de plus de cinq millions d'habitants. La population du Tiers Monde représentera alors 80 % de la population mondiale. Par contre, selon Justin Blackwelder, chef du Bureau du Recensement des Nations Unies, la population mondiale n'atteindra pas 6 milliards, en raison de la sous-alimentation.
2. La politique nucléaire soviétique se trouve bien résumée dans l'ouvrage de deux soviétologues américains, Joseph D. Douglas et Amoretta H. Hoerber, *Soviet Strategy for Nuclear War* (Stratégie soviétique pour une guerre nucléaire), Stanford, Ca. Hoover Inst, Press, 1979. En Union soviétique, des centaines d'articles et de livres paraissent chaque année, exposant en détail la doctrine soviétique concernant la guerre nucléaire. Beaucoup de ces documents sont traduits en anglais et publiés par USAF (US Air Force), *Marxism Leninism on war and the Army. Soviet View*, (Le marxisme léninisme, la guerre et l'armée : la doctrine soviétique), Moscou, 1972. USAF, *The Armed Forces of the Soviet State*, par le maréchal A. Grechko. (Les forces armées de l'Etat soviétique) Moscou, 1975. Le point de vue soviétique en la matière est exposé par le maréchal Sokolovski dans le livre qu'il a publié à Moscou en 1962 : *Military Strategy, Soviet Doctrine and Concepts*. (La stratégie militaire, doctrine et conceptions soviétiques) New York, Praeger, 1963.
3. On peut se former une idée des projets soviétiques dans plusieurs parties du monde grâce au livre de Douglas et Hoerber, cité ci-dessus, note 2. On trouvera

un supplément d'information dans l'article de Michael Morgan, « USSR's Minerals as Strategic Weapon in the Future » dans *Defense and Foreign Affairs*, (Les ressources minières de l'URSS, arme stratégique pour l'avenir, Washington D.C. déc. 1979).

4. Amiral Sergei Gorchkov, *The Sea Power and the States*, (Puissance maritime et Etat), Morgan, Londres, 1979. Général George S. Brown (USAF) CJ CS, Statement to the Congress of the Defense Posture of the United States for fiscal year 1979 (Déclaration au Congrès sur la situation de la défense des Etats-Unis pour l'année budgétaire 1979), p. 103, National Security Council, Review of Non Fuel Mineral Policy, Washington D.C., 1979. Drew Middleton, *New York Times*, 15/9/79. Time 21/1/80.

5. Elie Kedourie, « The End of the Ottoman Empire » (La fin de l'Empire ottoman), *Journal of Contemporary history*, vol 3, n° 4, 1968.

6. Discours de Sadate, 1/5/80, *Arab Press Service*, Beyrouth, Nicosie, 25/6, 2/7. 7. *Loc.cit.*

8. *Al-Thawra*, Syrie, 20/12/79. *Al-Ahram*, 30/12/79. *Al-Baas*, Syrie, 6/5/79.

Statistiques : 55 % des Arabes ont vingt ans ou moins ; 70 % des Arabes vivent en Afrique, 55 % des Arabes de moins de quinze ans travaillent ; 33 % vivent en zone urbaine. Oded Yinon, « Egypt's Population Problem » (Le problème démographique de l'Egypte), *The Jerusalem Quarterly*, n° 15, printemps 1980.

9. E. Kanovsky, « Arab Have and Have Not » (Possédants et déshérités arabes), *The Jerusalem quarterly*, n° 1, automne 1976, *Al Baas*, Syrie, 6/5/79.

10. Dans son livre, l'ancien Premier ministre Yitzhak Rabin a dit que le gouvernement israélien est le véritable responsable de la politique américaine au Moyen-Orient, après 1967, tant en raison de son indécision quant à l'avenir des territoires que de l'incohérence de ses positions, puisque c'est ce gouvernement lui-même qui a créé les conditions de la résolution 242, et douze ans plus tard, celles des accords de Camp David et du traité de paix avec l'Egypte. Selon Rabin, le 19 juin 1967, le président Johnson envoya une lettre au Premier ministre Eshkol, dans laquelle il n'était pas question de retrait des nouveaux territoires ; mais exactement le même jour, le gouvernement décida de restituer les territoires en échange de la paix. Après les résolutions arabes de Khartoum, du 1^{er} septembre 1967, le gouvernement changea d'avis, sans en faire part aux Etats Unis, qui continuèrent à soutenir la résolution 242 devant le Conseil de sécurité, croyant Israël toujours disposé à restituer les territoires. A ce moment, il était déjà trop tard pour changer la position des Etats Unis et la politique d'Israël. Ceci menait aux accords de paix sur la base de la résolution 242, comme ils furent par la suite conclus à Camp David. Voir Yitzhak Rabin, *Pinkas Sherut (Ma'ariv, 1979)* pp. 226-227.

11. Le président du Comité pour l'Extérieur et la Défense, le professeur Moshe Arens, dit dans une interview (*Ma'ariv*, 3/10/80) que le gouvernement israélien n'a pas su préparer un plan économique avant les accords de Camp David, et a été surpris par le coût de l'accord, alors que déjà pendant les négociations, il était possible d'en calculer le prix élevé, et d'évaluer la grave erreur de n'avoir pas préparé la paix sur le plan économique.

L'ancien ministre du Trésor, Yigal Horowitz, a déclaré que, n'était le retrait d'Israël des terrains pétroliers, sa balance des paiements aurait été positive (17/9/80). Le même Horowitz avait dit, deux ans auparavant, que le gouvernement d'Israël – dont il s'était retiré – s'était passé lui-même la corde autour du cou. Il faisait allusion aux accords de Camp David (*Ha'aretz*, 3/11/78) Durant toutes les négociations, on ne consulta ni expert ni conseiller économique, et le Premier ministre lui-même, qui n'est pas un économiste, commit l'erreur de demander aux Etats Unis un prêt plutôt qu'un don, dans le souci de préserver tant le respect d'Israël pour lui-même, que l'estime des Etats Unis. Voir *Ha'aretz*, 5/1/79, *Jerusalem Post*, 7/9/79. Le Professeur Asaf Razin, ancien haut conseiller auprès du Trésor, a durement critiqué la façon dont ont été conduites les négociations voir *Ha'aretz*, 5/5/79, *Ma'ariv*, 7/9/79. En ce qui concerne les gisements pétroliers et la crise de l'énergie en Israël, voir l'interview de M. Eitan Eisenberg, conseiller du gouvernement en la matière, *Ma'ariv Weekly*, 12/12/78. Le ministre de l'Energie, qui a personnellement signé

Israël : une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe

les accords de Camp David, et l'évacuation de Sdeh Alma, a depuis souligné à plusieurs reprises la précarité de notre situation du point de vue des ressources en pétrole. Voir *Yediot Aharonot*, 20/7/79. Le ministre de l'Énergie Modai a reconnu que le gouvernement ne l'a nullement consulté sur la question du pétrole durant les négociations de Camp David et de Blair House. Voir *Ha'aretz*, 22/8/79.

12. De nombreuses sources font état d'un accroissement du budget pour l'armement en Égypte, et, en temps de paix, du projet de consacrer une plus grande part du budget à l'armée qu'aux dépenses sociales – celles-là mêmes qui avaient, disait-on, imposé la signature du traité de paix. Voir à ce sujet l'ancien Premier ministre Mamduh Salem dans une interview du 18/12/77. Le ministre du Trésor égyptien, dans une interview du 25/7/78 et le journal *Al-Akhbar*, le 2/12/78, déclaraient ouvertement qu'en dépit de l'état de paix, le budget militaire avait la priorité absolue. De même, l'ancien Premier ministre Mustafa Khalil professait la même doctrine dans son programme de gouvernement, présenté devant le parlement le 25/11/78. Voir la traduction anglaise ICA, FBIS du 27 nov, pp. D 1-10, 1978. Selon ces sources, les crédits militaires égyptiens ont augmenté de 10 %, de 1977 à 1978, et sont encore en progression. Selon une source saoudienne, les Égyptiens auraient l'intention d'augmenter leur budget militaire de 100 % dans les deux années qui viennent. (*Ha'aretz*, 19/2/79 ; *Jerusalem Post*, 14/1/79).

13. La plupart des commentateurs se montrent sceptiques quant à la capacité de l'Égypte de reconstruire son économie dans l'année et même jusqu'en 1982. Voir *Economic Intelligence Unit*, supplément 1978, République arabe d'Égypte ; E. Kanovsky, « Recent Economic Development in the Middle East » (Evolution récente de l'économie au Moyen-Orient), *Occasional Papers*, The Shiloah Institution, juin 1977 ; Kanovsky, « The Egyptian Economy Since the Mid Sixties, The Micro Sectors » (L'économie égyptienne depuis le milieu des années soixante, les micro-secteurs), *Occasional Papers*, juin 1978. Robert McNamara, président de la World Bank, cité dans le *Times*, Londres, 24/1/78.

14. Voir l'étude parallèle faite par l'Institute for Strategic Studies de Londres, et la recherche du Center for Strategic Studies de l'Université de Tel-Aviv, et celle de l'Anglais Denis Champlin, dans *Military review*, nov. 1979, IISS, *The Military Balance 1979-1980* (L'équilibre militaire), CSS, *Security Arrangements in Sinai* (Plan de sécurité dans le Sinaï...), de Brig. Gen. (Res.) A. Shalev, n° 3 O CSS, *The Military Balance and the Military Options after the Peace Treatment with Egypt* (L'équilibre militaire et les choix militaires après le traité de paix avec l'Égypte), de Brig. Gen. (Res.) Y. Raviv, n° 4, déc. 1978, et de nombreux comptes rendus dans la presse. *Al-Hawadess*, Londres, 7/3/80, *Al-Watan Al-Arabi*, Paris, 14/12/79. 15. En ce qui concerne la vie religieuse en Égypte, les relations entre coptes et musulmans, voir la série d'articles publiés dans le journal koweïtien *Al-Qabas*, 15/9/80. Sur des troubles économiques et sociaux, voir le journal saoudite *Al Riad*, 20-24.80, 13-17. L'auteur anglais Irene Beeson analyse l'antagonisme coptes/musulmans : Irene Beeson, *Guardian*, Londres, 24/6/80. Voir également Desmond Stewart, *Middle East International*, Londres 6/6/80. Pour d'autres témoignages, voir Pamela Ann Smith, *Guardian*, Londres, 24/12/79 ; Jerome, *The Christian Science Monitor*, 27/12/79, et *Al-Dastour*, Londres, 15/10/79, *El Kafah El Arabi*, 15/10/79.

16. *Arab Press Service*, Beyrouth, 6-13/8/80. *The New Republic*, 16/8/80. *Der Spiegel*, cité dans *Ha'aretz*, 21/3/80 et 30/4 - 5/5/80. *The Economist*, 22/3/80 ; Robert Fisk, *Times*, Londres, 26/3/80. Ellsworth Jones, *Sunday Times*, 30/3/80.

17. J. P. Peroncel Hugoz, *Le Monde*, Paris, 28/4/80. Dr. Abbas Kelidar, *Middle East Review*, été 1979. *Conflict Studies* ISC, juillet 1975. Andreas Kolschitter, *Die Zeit* (*Ha'aretz*, 21/9/79. *Economist Foreign Report*, 10/10/79, *Afro-Asian Affairs*, Londres, juillet 1979).

18. Arnold Hottinger, « The Rich Arab States in Trouble » (Les riches États arabes ont des difficultés), *The New York Review of Books*, 15/5/80. *Arab Press Service*, Beyrouth, 25/5-2/7/80. *US News and World Report*, 5/11/79, et *Al-Ahram*, 9/11/79, *Al-Nahar Al-Arabi wa Al-Duwalli*, Paris 7/9/79. *Al-Hawadess*, 9/11/79, David Hakham, *Monthly Review*, IDF, janv. févr. 79.

19. En ce qui concerne la politique et les problèmes de la Jordanie, voir *Al-Nahar Al-Arabi Wa Al-Duwali*, 30/4/79, 2/7/79. Prof. Eli Dadouri, *Ma'ariv*, 8/6/79. Prof. Tanter, *Davar*, 12/7/79. A. Safdi, *Jerusalem Post*, 31/5/79. *Al-Watan Al-Arabi*, 28/11/79. *Al-Qabas*, 19/11/79. Rami Huri, *The Middle East Economist Foreign Report*, 31/10/79. *Strategic Middle East and Africa*, 7/1/79 et août 80. Sur les résolutions de l'OLP, voir les résolutions du 4^e Congrès du Fatah, Damas, août 1980. Le programme Shefar'am des Arabes israéliens a été publié dans *Ha'aretz*, 24/9/80, et dans *Arab Press Report*, 18/6/80. Yossef Zuriel, *Ma'ariv*, 12/1/80. Quant aux positions de l'OLP envers Israël, voir Shlomo Gazit, *Monthly Review*, juillet 1980. Hani Al Hasan dans une interview, *Al-Ra'i Al-Am*, Koweït, 15/4/80. Avi Plaskov, « The Palestinian Problem » (Le problème palestinien), *Survival*, ISS, Londres, janv.-fév. 1978. David Gutman, « The Palestinian Myth » (Le « mythe » palestinien), *Commentary*, oct. 1975. Bernard Lewis, « The Palestinians and the PLO » (Les Palestiniens et l'OLP), *Commentary*, janv. 1975, *Monday Morning*, Beyrouth, 18-21/8/80, *Journal of Palestine Studies*, hiver 1980.
20. Professeur Yuval Neeman, « Samaria - The Basis for Israel's Security » (La Samarie, garant de la sécurité d'Israël), *Ma'arakhot* 272-273, mai-juin 1980. Ya'akov Hasdai, « Peace, the Way and the Right to Know (La paix, la façon et le droit de savoir) », *Dvar Hashavua*, 23/2/80. Aharon Yariv, « Strategic Depth – An Israeli Perspective » (La profondeur stratégique, perspective israélienne), *Ma'arakhot* 270-271, octobre 1979. Yitzhak Rabin, « Israel's Defence Problems in the Eighties » (Les Problèmes de défense d'Israël dans les années 1980), *Ma'arakhot*, octobre 1979.
21. Zara Zohar, *In the Regime's Pliers* (Dans l'état du régime), Shikmona, 1974. Motti Heinrich, *Do We have a Chance in Israel, Truth versus Legend* (Avons-nous notre chance en Israël ? La réalité opposée à la légende), Reshafim, 1981.
22. Henry Kissinger, « The Lessons of the Past » (Les leçons du passé), *The Washington Review*, vol. 1, janv. 1978. Arthur Ross, « OPEC's Challenge to the West » (Le défi de l'OPEP à l'Occident), *The Washington Quarterly*, hiver 1980. Walter Levy, « Oil and the Decline of the West » (Le pétrole et le déclin de l'Occident), *Foreign Affairs*, été 1980. » Special Report – Our Armed Forces – Ready or Not » (Rapport spécial ; nos forces armées sont-elles prêtes ou non ?), *US News and World Report*, 10/10/77. Stanley Hoffman, « Reflections on the Present Danger » (Réflexions sur le danger actuel), *The New York Review of Books*, 6/3/80. Leopold Lavedez, « The Illusions of Salt » (Les illusions des accords de Salt), *Commentary*, sept. 79. Nordman Podhoretz, « The present Danger » (Le danger actuel), *Commentary*, mars 1980. Robert Tucker, « Oil and American Power Six Years Later » (Le pétrole et le pouvoir américain six ans plus tard), *Commentary*, sept. 79. Norman Podhoretz, « The Abandonment of Israel » (L'abandon d'Israël), *Commentary*, juil. 1976. Elie Kedourie, « Misreading the Middle East » (Erreur d'interprétation au Moyen-Orient), *Commentary*, juil. 1979.
23. Selon les chiffres publiés par Ya'akov Karoz, *Yediot Aharonot*, 17/10/80, les incidents antisémites advenus dans le monde en 1979 ont été deux fois plus nombreux en 1979 qu'en 1978. En Allemagne, France et Grande-Bretagne, ils ont été infiniment plus nombreux. On note une augmentation de ces incidents également aux Etats Unis. Sur le nouvel antisémitisme, voir L. Talmon « The New Anti Semitism » (Le nouvel antisémitisme), *The New Republic*, 18/9/76. Barbara Tuchman, « They Poisoned the Wells » (Ils ont empoisonné les puits), *Newsweek*, 3/2/75.